



Dépôt de bilan

(Photo MaxPPP/EPA)

Au terme d'une allocution durant laquelle il a dressé l'inventaire du quinquennat, François Hollande a déclaré hier soir qu'il renonçait à briguer un second mandat présidentiel. Une décision sans précédent dans l'histoire de la V^e République. **P 16 À 18**

Hollande renonce

Le Président en exercice a cédé hier soir à la lucidité et renoncé à briguer un second mandat. Mortifié, la voix blanche, il a reconnu des erreurs, tout en défendant âprement son bilan

C'est fou, ces derniers temps, ce que nos hommes d'Etat battus ou en passe de l'être savent faire preuve de dignité dans leur sortie.

Après Nicolas Sarkozy, François Hollande a lui aussi réussi son pré-départ hier soir. Qui l'eût cru, il y avait quelque chose de la geste gaullienne dans la façon dont le Président en exercice a annoncé ce qui s'apparente à une capitulation face à une adversité devenue irréversible.

Il rentrera dans les livres comme le premier « souverain » de la V^e République à avoir renoncé à se représenter. Pour Hollande, plus encore que pour de Gaulle, qui avait quitté le pouvoir après l'échec de son référendum sur les régions en 1969, l'issue était il est vrai quasi inéluctable.

Plaidoyer pro domo

Longtemps, le chef de l'Etat a voulu croire que sa bonne étoile finirait par le requinquer. Qu'il était capable, une nouvelle fois, de revenir du diable vauvert, lui qui plafonnait à 3 % d'intentions de vote quelques mois avant la primaire de la gauche, en 2011. Mais cette fois, le fardeau de l'impopularité était devenu trop pesant, l'hostilité trop aiguisée aussi, jusque parmi ses proches. Fran-



çois Hollande a donc dû se rendre à l'évidence d'une impopularité jamais égalée, qui lui interdisait toute perspective raisonnable. Le Président a été rattrapé par la lucidité, lui que rien, jamais, ne semblait devoir ébranler. Au point qu'on le croyait capable de tout, y compris de s'humilier en 2017.

Hier soir, la voix était blanche, étranglée, à la mesure d'une désertion en rase campagne inédite. Jusqu'au bout, celui qui a été surnommé « Monsieur petites blagues » s'est pourtant amusé à dérouter, à jouer avec les nerfs des Français, des socialistes surtout. Dans un plaidoyer pro domo pour

l'histoire, dont il pense sincèrement qu'elle lui rendra justice, il a d'abord tout fait pour laisser croire qu'il allait se représenter. Il a ainsi dépeint son bilan en rose vif : « Une France devenue plus juste », « un modèle social conforté et élargi », « des comptes publics restaurés », « une sécurité sociale à

l'équilibre », « des moyens redonnés à l'école », « des libertés nouvelles » et puis ce chômage en train de baisser, dont « les résultats arrivent plus tard que prévu mais sont là ». Dès lors, quand, après avoir « revendiqué des avancées, assumé des retards et reconnu des erreurs », puis mis en avant les risques du projet porté par François Fillon, il a assuré « n'être animé que par l'intérêt supérieur du pays », selon la formule éculée des ambitieux, nul ne doutait plus de sa candidature.

La gauche sauvable ?

Mais non, c'était pour signifier qu'il se sacrifiait sur l'autel du réalisme, pour éviter à la gauche les risques que son entêtement lui aurait fait courir. « Je ne peux me résoudre à la disparition de la gauche, à son éclatement », a-t-il justifié. François Hollande aura réussi sa sortie, s'évitant une humiliation plus grande encore demain. Même si c'en était une déjà, et quelle mortification même, hier soir. Reste désormais à savoir à quel degré sa présidence aura fracassé la gauche. Et si elle peut encore espérer se relever de cette tranche d'histoire ravageuse, en moins de cinq mois maintenant.

THIERRY PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr



Par
**CLAUDE
WEILL**

Lucidité

Quand, à quel moment, François Hollande a-t-il fini par admettre que c'était fichu ? Quand a-t-il pris conscience, en toute « lucidité », des « risques que ferait courir une démarche qui ne rassemblerait pas largement autour d'elle » ? — puisque c'est ainsi qu'il a expliqué sa décision de ne pas se représenter.

Jusqu'au bout, il a fait comme si. Il a voulu y croire. Il a tenté tout ce qui était humainement possible pour entretenir l'hypothèse de sa candidature. Mais sous le masque de cet homme si habile à dissimuler ses sentiments, sous l'éternel sourire dont il s'est fait un rempart, l'acide du doute agissait. Hollande est un froid, un rationnel. Un observateur politique aigu.

Comment n'aurait-il pas vu, enregistré, analysé ce qui clochait ?

La litanie des sondages, toujours calamiteux, et qui n'annonçaient aucun rebond. Tous ces discours, ces allocutions solennelles, ces interviews destinés à lancer la reconquête et qui, immanquablement, faisaient pschitt. Signe que les Français ne l'écoutaient plus.

L'évidente volonté des électeurs de changer la donne. 2017 ne serait pas le remake de 2012. Cela a signé la perte de Nicolas Sarkozy, dont Hollande avait fait son ennemi préféré. Cette élimination, il ne l'a pas vue venir. Elle laissait mal augurer de cette fichue primaire socialiste à laquelle il était trop tard pour se dérober. Et puis les ambitieux qui se dévoilent, les amis qui s'éloignent.

Même Macron, oui le cher « Emmanuel », son protégé, dont il refusait obstinément de croire que celui-là aussi pourrait le lâcher.

Et encore les ravages du fameux livre, « Un président ne devrait pas dire ça », qui laissait ses meilleurs amis éberlués, et dont il

a bien dû se demander comment il avait pu être assez naïf ou présomptueux pour se fourrer dans un guépier pareil. Il avait espéré écrire la geste de son quinquennat. Il avait rédigé son épitaphe.

Autant d'événements qui, comme la goutte d'eau du supplice chinois, ont peu à peu usé sa détermination et entamé sa conviction que lui, l'as de la synthèse, restait envers et contre tout le seul capable de rassembler les socialistes. La porte de la réélection se fermait inexorablement. Ce n'était plus « un trou de souris » ; c'était le chas d'une aiguille.

L'histoire fera le bilan du quinquennat Hollande. Elle sera peut-être plus clémentine que ses contemporains.

Mais plus que le manque de résultats de sa politique économique ou que le ras-le-bol fiscal, elle retiendra, paradoxalement, que c'est sur le terrain de la politique pure que ce pur politique a le plus échoué.

On le voit comme un fin stratège, un tacticien hors pair, le digne héritier du Florentin. Il est allé d'erreur en déconvenue. Il n'a pu empêcher sa majorité de se lézarder, le noyau des « frondeurs » de s'enkys-

ter. Puis ce fut la rupture avec les écologistes d'EELV. Et une succession de crises qui virent tant de poids lourds quitter un à un le gouvernement. Duflot, Hamon, Montebourg, Taubira, Macron... Presque tous finiront par briguer la présidence... contre le président.

Autant d'épisodes qui ont affaibli l'autorité du chef de l'Etat et rétréci l'assise politique de son gouvernement. L'attelage penchait dangereusement et se coupait d'une partie de sa base électorale. Hollande a achevé de le déstabiliser avec la loi El-Khomri et la déchéance de nationalité, heurtant coup sur coup le monde syndical et la gauche morale. A chaque fois, Hollande a avancé, reculé, et finalement paru subir plus que trancher.

Un chef c'est fait pour cheffer, disait Chirac. Hollande, tout à sa quête du compromis qui ménagerait le pour et le contre, n'a que rarement réussi à cheffer — sauf sur le terrain militaire. L'homme était peut-être trop rond, trop... politique pour cette fonction quasi monarchique, taillée aux mesures du général de Gaulle. Avec sa science des équilibres politiques, il aurait fait un excellent chef de gouvernement scandinave.

« Cette élimination,
il ne l'a pas vue venir. »

8 C'est le nombre de promesses emblématiques que François Hollande a tenu depuis 2012 : le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, le retour partiel à la retraite à 60 ans, la création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale, l'alourdissement des impôts pour les ménages les plus aisés, la mise sur pied de 1500 000 emplois d'avenir, le droit de finir sa vie sous assistance médicalisée, l'instauration d'une Banque publique d'investissements et le non-cumul de mandat de parlementaire avec un mandat local.

« Nous devons inverser la courbe du chômage d'ici un an. » Objectif que s'était fixé François Hollande le 9 septembre 2012 au 20-H de TF 1. Ce dont il avait fait la condition *sine qua non* à une nouvelle candidature le 6 novembre 2014, toujours sur TF 1.

à se représenter

Un quinquennat de guingois

Il y a une forme d'injustice envers François Hollande. Les Français lui en veulent alors qu'ils n'ont jamais vraiment cru en lui et n'en attendaient rien. Du moins pas grand-chose. Ils lui reprochent aussi sa rondeur, assimilée à de la mollesse, alors même qu'ils n'en pouvaient plus de l'anguleux et coupant Sarkozy. Tout le drame du chef de l'État part de là, de ce malentendu originel : il a été porté au pouvoir par défaut, pour en chasser son prédécesseur et parce que, manque de bol, celui que les Français espéraient, Dominique Strauss-Kahn, s'est pris les pieds dans le tapis de l'obscénité. D'emblée, l'affaire s'annonçait donc compliquée.

Des réformes, pourtant

Son impuissance à résorber véritablement le chômage, pour pesante et douloureuse qu'elle soit, n'aura pas été le fondement essentiel de l'impopularité hollandaise. D'autres avant lui s'y étaient cassés les dents, sans toucher les mêmes abîmes de détestation.

Du côté des « frondeurs » et du Front de gauche, on a certes eu beau jeu de mettre son échec personnel sur le dos du reniement de ses promesses électorales et d'un cap qui, avec les promotions de Manuel Valls et Emmanuel Macron, s'est sensiblement infléchi vers la droite. Mais François Mitterrand avait-il fait autrement lors du virage serrecinture de la rigueur en 1983, puis du remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius en 1984 ?

Dire que François Hollande n'a rien initié serait en outre lui faire injure.

Le Mariage pour tous, son héritage principal, le CICE, les lois sur la Croissance ou la Santé, constituent de réels marqueurs réformateurs. Sans être mirobolant, son bilan n'a rien de totalement infamant.

C'est ailleurs que l'hypothèse Président a péché. Dans l'incarnation de la fonction. L'intervention au Mali, la gestion des attentats, lui aurait bien permis de restaurer, un temps, son autorité.

Il aura, dans ces moments-là, enfin endossé l'habit pré-

sidentiel. Mais il était déjà trop tard. Et la façon trop manoeuvrière dont il a voulu ensuite utiliser la déchéance de nationalité aura achevé de le renvoyer, aux yeux des Français, à ses errements premiers.

Désordres intimes

Trop normal, trop gentil, trop dépassé par les événements, amateur en vérité, tel est le sentiment qui, très vite, s'est durablement insinué dans les esprits. Dès les législatives de 2012, quand Valérie Trierweiler l'a poignardé une première fois par ce tweet de soutien à Olivier Falorni, candidat à la députation face à Ségolène Royal.

Viendront ensuite la rue du Cirque, le bouquin vengeur de son ex-compagne, tous ces petits et grands désordres intimes qui ont habillé le Président pour la durée de son quinquennat. Avec, en guise de bouquet final, ces confessions surréalistes aux deux journalistes du *Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme.

Dans un univers médiatique impitoyable qui bouscule sans relâche, François Hollande n'a jamais trouvé le



François Hollande ou l'histoire d'un rendez-vous partiellement manqué avec la France.
(Photo Rémy Gabalda, Maxppp)

bon tempo. « Je ne sais pas si le chemin est le bon, on verra à la fin », confessait-il quelques jours avant les attentats de janvier 2015, dans un élan de sincérité aussi louable que... peu propice à transcender les foules ! Ce manque de poigne s'est illustré à son paroxysme dans la gestion publique en octobre 2013, quand François Hollande, à force de

vouloir concilier la chèvre et le chou, s'est fait brocarder en mondovision par Leonarda Dibrani.

Lui Président s'est égaré dans cette synthèse émolliente, sa force lorsqu'il était premier secrétaire du PS, devenue son talon d'Achille à l'Élysée.

« Hollande est un spécialiste du bonneteau, pas un homme politique susceptible

de réintroduire la volonté dans l'Histoire », cinglait le philosophe Michel Onfray en août 2012.

Destin cruel pour un chef de l'État dont les Français se sont très vite lassés pour avoir compris qu'il était le miroir de leur propre normalité. De leurs propres impuissances.

THIERRY PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr

Les réactions

■ Au niveau national

■ François Fillon (LR)

Le candidat officiel de la droite et du centre, François Fillon, a affirmé que François Hollande avait « admis avec lucidité son échec ». « Le président de la République admet, avec lucidité, que son échec patent lui interdit d'aller plus loin. »

« Ce quinquennat s'achève dans la pagaille politique et la déliquescence du pouvoir. Plus que jamais, l'alternance et le redressement de la France doivent être bâtis sur des bases solides : celle de la vérité sans laquelle il n'y a pas de confiance des Français et celle de l'action courageuse seule en mesure d'obtenir des résultats. »

■ Manuel Valls (PS)

« C'est un choix difficile, mûri, grave. C'est le choix d'un homme d'État. Je veux dire à François Hollande mon émotion, mon respect, ma fidélité et mon affection. »

■ Jean-François Copé (LR)

« Décision digne et lucide de François #Hollande qui n'efface en rien son bilan calamiteux qu'il partage avec toute la majorité socialiste. » [sur Twitter].

■ Emmanuel Macron

Pour l'ex-ministre de l'économie, « c'est une décision qu'il [François Hollande] a prise en conscience, qu'il a mûrie. Il a lui-même fait état de son bilan de la situation de la France et de tout ce qu'il y a fait avec aussi l'état des échecs relatifs et de ses regrets. » [sur RTL].

■ Benoît Hamon (PS)

Benoît Hamon a salué sur France 2, une « décision respectable » qui « ouvre la voie au Premier ministre qui porte un projet que tout le monde connaît, il est celui qui a théorisé les gauches irréconciliables, le refus de se poser au cœur de la gauche ». « Je pense que ce projet ne peut pas permettre que la gauche soit dans le second tour de l'élection présidentielle. »

■ J.-Christophe Cambadélis (PS)

« Le président de la République avec élégance, hauteur de vue, sens de la France et non sans émotion, a décidé de protéger son bon bilan. » [sur Twitter].

■ Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche)

Pour Jean-Luc Mélenchon, « la déclaration de François Hollande est un énorme aveu

d'échec. » [sur Twitter].

■ Yannick Jadot (EELV)

Le candidat EELV à la présidentielle dresse un bilan sévère du quinquennat : « Une non candidature conclut un quinquennat gâché, le triste bal des anciens ministres candidats va commencer, et la France dans tout ça ? » [sur Twitter].

■ Florian Philippot (FN)

« Je ne vois pas très bien, dans les conditions de l'échec de ce quinquennat, comment François Hollande aurait pu prétendre se présenter. En même temps, c'est historique, c'est une première et ça en dit long sur l'état de décrépitude du pouvoir, de la vie politique française en général. » « On a eu Sarkozy, Juppé et Hollande en deux semaines : c'est une bonne nouvelle et il faut que ça continue. »

■ Christian Estrosi (LR)

« Il est rare dans la vie politique de privilégier l'intérêt général du pays plutôt que son ego et ses sentiments personnels. Si cette décision ne manque pas de courage, elle ne manque pas non plus de lucidité. » [sur Twitter].

■ Au niveau régional

■ Cécile Muschotti (PS)

« Il fallait que les choses s'éclaircissent ». La jeune secrétaire fédérale du PS du Var n'est pas amère devant la décision du chef de l'État, qu'elle aurait pourtant souhaité voir briguer un second mandat : « J'ai vu un président digne, qui a su rappeler les axes forts de son bilan. Il a su garder la tête haute, parce que c'est un homme d'État. Les Français devraient le remercier pour être mieux éduqués, mieux soignés, mieux accompagnés dans leur quotidien. »

■ Marc Vuillemot (PS)

« Cela clarifie les choses ». Le maire PS de La Seyne-sur-Mer approuve « la démarche d'évaluation que François Hollande a faite, rappelant les objectifs que nous nous étions assignés. Il aurait été bien que nous le fassions tout au long du mandat. »

■ Xavier Garcia (PS)

Le leader du PS 06 a salué « une décision à l'image de l'homme d'État qu'il est. Un homme digne et soucieux de l'intérêt général, personne ne peut plus en douter. Je suis convaincu que le long terme rendra justice à son action, à l'homme et à son intégrité. »

« Pour la gauche, ce n'est pas une bonne décision »

Pour Jean-Pierre Mignard, proche de Hollande, le chef de l'État « a voulu éviter d'ajouter du désordre au désordre ». Selon lui, « c'est une attitude très digne personnellement: d'autres n'auraient pas eu cette hauteur... »



« La gauche ne peut pas triompher ce soir », avertit Jean-Pierre Mignard.

(Photo AFP)

« C'était sans issue. Il n'a pas voulu s'acharner. » Il n'y a guère que ses amis proches qui ne sont pas surpris. Soit parce qu'ils ont été mis dans la confiance. Soit parce qu'ils connaissent l'homme derrière le Président. « François Hollande avait deux choix, expose l'avocat Jean-Pierre Mignard, qui l'a suivi dans beaucoup d'aventures au Parti socialiste. Il pouvait être candidat en passant par la primaire ou renoncer. Or, cette primaire s'est imposée au PS. Elle a été demandée par des opposants à son quinquennat... »

Jusqu'au bout, François Hollande, pourtant fin stratège, a tenté d'échapper à une primaire qui l'avait mis au pied du mur. Et que les socialistes ont introduit, en 2011, dans leurs statuts: leur candidat doit obligatoirement passer cette étape. « C'était une folie institutionnelle d'imaginer se présenter à une primaire en tant que Président sortant: quand on représente tous les Français, on ne revient pas devant les militants! », souligne Mignard. « À cette époque, le PS n'a pas réfléchi à la portée de cette décision. La gauche a fait cela dans la précipitation... » Le choix de François Hollande ouvre désormais la porte à sa succession. Manuel Valls, Arnaud Montebourg, Emmanuel Macron... Tous les candidats de gauche sont héritiers et responsables du bilan de la gauche depuis 2012. « La gauche ne peut pas triompher ce soir car pour elle, ce n'est pas une bonne décision, même si elle est politiquement res-

pectable de la part de François Hollande », souffle encore Mignard. « Il a voulu éviter d'ajouter du désordre au désordre. C'est une attitude très digne personnellement: d'autres n'auraient pas eu cette hauteur... »

Une « erreur »

Au-delà du bilan que François Hollande dit assumer, exceptée la déchéance de nationalité qui a divisé à gauche et fut une « erreur » selon le chef de l'État, c'est le fonctionnement lui-même de la V^e République qui tanguent après cette décision historique et inédite, même si la plupart des présidents n'ont pas toujours joui d'une sortie par le haut: « De Gaulle a quitté le pouvoir après un référendum perdu, Pompidou était très malade, Giscard n'a fait qu'un mandat... Ce ne sont pas les hommes qui sont en question, mais le système », rembobine Mignard. Qui jure que François Hollande était lucide dès le début de son quinquennat: « Il savait que sa majorité allait de l'extrême-gauche à François Bayrou. Comment faire pour contenter les uns sans se fâcher avec les autres? La V^e République coupe la France en deux et contraint les chefs d'État à l'impuissance. La paralysie française vient de là. » Est-ce un hasard si Arnaud Montebourg, qui fait figure de favori de la primaire avant l'annonce probable de la candidature de Manuel Valls, défend l'instauration d'une VI^e République?

JÉRÉMY COLLADO
jcollado@nicematin.fr

Qui pour lui succéder ?

Annoncer sa décision la veille de la grande convention nationale du PS et de « La Belle Alliance populaire », nom donnée à la primaire de la gauche: François Hollande redistribue d'emblée les cartes.

Car si Manuel Valls, parti un brin trop tôt en campagne, le week-end dernier dans les colonnes du JDD, a dû faire marche arrière sur sa légitimité à endosser le costume de présidentiable, les fédérations du PS, les militants et de fait, les différents courants du parti, ont rendez-vous demain, porte de la Villette à Paris, pour aborder la question.

Il faudra à ces milliers de socialistes répondre aussi à une question: qui est le plus légitime pour succéder à François Hollande?

Pour Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget, Manuel Valls est le plus à même de porter le bilan du quinquennat « mais aussi le projet au nom du PS ». Sauf que dans la famille politique, la fracture de 2011 ne s'est pas refermée, et beaucoup se demandent qui est capable de (ré-)incarner le progrès, comme cela a toujours été, et surtout de porter une façon de « faire de la politique autrement ».

Une position que revendique déjà Emmanuel Macron. L'ex-ministre de l'Économie, candidat déclaré à la présidentielle mais sans passer par la primaire, devra sûrement être l'homme à abattre, tant il est donné par les enquêtes d'opinion, comme le seul candidat dit « de gauche », capable pour l'heure de se placer en troisième position derrière Fillon et Le Pen.

Candidate à la primaire, Marie-Noëlle Lienemann appelle à une candidature unique avec Benoit Hamon et Arnaud Montebourg, autres « frondeurs » engagés dans la primaire... Une candidature unique autour de l'un de ces trois noms, voire quatre si Gérard Filoche parvient à obtenir les parrainages nécessaires, suffira-t-elle à rassembler? D'autant que hors primaire, les candidatures se multiplient. La dernière, Sylvia Pinel, présidente du PRG, est encore venue brouiller la donne...

Cherchez la femme... Peut-être?

Du coup, la grande convention pourrait donner lieu à de nouvelles aspirations, pour ne pas dire velléités de candidature. Chez Ségolène Royal, candidate déçue par deux fois déjà, annoncée voilà plusieurs semaines comme une

présidentiable potentielle? Ou encore Martine Aubry, plutôt silencieuse ces dernières semaines, et qui organisait le week-end dernier un « Carrefour des gauches » plutôt destiné à faire barrage à une candidature de Valls? Ou encore Christine Taubira? Une pétition n'a-t-elle pas été lancée sur Internet pour lui demander de se présenter?

Reste qu'il faudra attendre les projets, et les professions de foi... Et se présenter comme un seul homme – ou une seule femme.

Car nombre de militants et de sympathisants ont bien conscience qu'au-delà des fractures et de l'éternel débat entre social-libéralisme et République sociale, « il faudra porter un vrai projet de gauche », et être rassemblé devant les électeurs pour gagner. La primaire avant la présidentielle...

Les candidats potentiels ont jusqu'au 15 décembre pour se déclarer... Il sera toujours temps, confie ce militant, « de discuter après la primaire, avec celles et ceux qui, avant, étaient nos alliés. » Franchement, c'est pour l'heure (plutôt) mal engagé.



① Le 6 juin 2014, François Hollande accueillait la reine Elisabeth II à l'Élysée. ② Le 10 février 2014, Obama recevait le Président.



K. M.

kmichel@nicematin.fr